

// le dossier convention
collectiveNégociier sur les commissions
supplémentaires du CSE (2)

Économie, formation, égalité, logement, ASC, réclamations

Comment mettre en place la commission économique du CSE ? Est-il opportun d'instituer une commission chargée des réclamations des salariés ? Telles sont notamment les questions que se posent les partenaires sociaux lors de la mise en place de leur CSE. Pour vous aider à mener à bien cette négociation, nous vous présentons dans ce dossier, après celui consacré à la présentation générale des commissions supplémentaires du CSE (v. le dossier convention collective -IRP- n° 66/2019 du 8 avril 2019), des exemples de commissions répertoriés dans des accords conclus en 2018.

1 Commission
économique

MISE EN PLACE

« Conformément aux dispositions légales et conventionnelles, est mise en place au sein du CSE une commission économique », indique l'accord AFP sans autres précisions. Dans la même lignée, IBM la met en place « dans les conditions prévues par le Code du travail ».

Mediapost, Framatome et Bouygues Telecom l'ont créée au sein de leur CSEC. Naval Group a mis en place des commissions économiques au niveau central, mais également au niveau des établissements. Air France dote son CSEC d'une commission « économique/emploi/formation », et ses CSEE d'une commission « économique et production ».

À NOTER En l'absence d'accord, dans les entreprises d'au moins 1 000 salariés, une commission économique est créée au sein du CSE ou du CSEC (C. trav., art. L. 2315-46 à L. 2315-48 et R. 2315-28).

COMPOSITION

➤ Présidence
Employeur

La majorité des accords reprend la règle supplétive selon laquelle la commission économique est **présidée par l'employeur** ou son représentant (C. trav., art. L. 2315-47). Ainsi, la commission de Micromania est présidée par l'employeur ou son représentant, celle Mediapost par le **président**

du CSEC ou la personne dûment mandatée par lui.

Les accords prévoient généralement que le président de la commission peut se faire **assister**. Tel est le cas de celui d'AXA France : son président « peut être assisté dans les conditions prévues par la loi ». Celui de Mediapost peut être assisté, détaille l'accord, **en tant que de besoin**, de tout responsable en charge notamment d'un sujet inscrit à l'ordre du jour. Le président de la commission du CSEC de PSA Automobiles – un représentant de la direction – peut se faire épauler par « toute **personne pouvant contribuer à répondre** aux questions des membres de la commission ». Chez PSA Retail, il peut être assisté « des **pilotes économiques** centraux, du responsable des relations sociales et le cas échéant, de toute personne pouvant contribuer à répondre aux questions des membres de la commission ». Le président de la commission économique du CSEC de Bouygues Telecom peut se faire assister éventuellement de **deux collaborateurs** qui ont voix consultative. Le président des commissions du CSEC ou des CSEE de l'Établissement français du sang (EFS), peut recourir à des **collaborateurs appartenant à l'entreprise** et choisis **en dehors** du comité. Leur nombre ne peut être supérieur à celui des représentants du personnel titulaires. Autre précision de l'accord, « sur demande de la commission formulée en amont de la réunion, un représentant de la direction peut participer à tout ou partie de la réunion pour répondre aux questions des membres de la commission ».

Titulaire du CSE

La commission d'Oracle, celle de Naval Group ou encore de Framatome sont présidées par un membre titulaire du CSE.

► Secrétaire

Toutes les entreprises ne prévoient pas, dans leur accord, la désignation d'un secrétaire. La commission économique du CSE de Micromania désigne en son sein un **secrétaire**, chargé notamment d'être l'**interlocuteur de référence** de l'**employeur** et de rédiger les comptes-rendus de ses réunions. À Bouygues Telecom, le **secrétaire du CSEC** exerce les fonctions de secrétaire de la commission économique du CSEC.

► Membres

Certaines entreprises reprennent la règle supplétive selon laquelle la commission économique comprend au maximum cinq membres représentants du personnel, dont au moins un représentant de la catégorie des cadres. Ils sont désignés par le CSE ou le CSEC parmi leurs membres (*C. trav., art. L. 2315-47*).

La commission économique du GIE PMU, de Micromania et celle du CSEC de Bouygues Telecom sont composées de **cinq membres, désignés** par le CSE **parmi** ses membres **titulaires et suppléants**. Les accords Bouygues Telecom et Micromania précisent expressément qu'« ils sont désignés à la **majorité** des membres **titulaires présents** ». « En cas d'égalité des voix lors de la désignation, le candidat en départage le plus âgé est désigné ». Également composée de cinq personnes, la commission économique de Mediapost doit respecter la **parité** : trois femmes et deux hommes ou deux femmes et trois hommes choisis parmi les membres (hors représentants syndicaux) du CSEC, dont au moins un représentant des cadres, désignés par une résolution du CSEC adoptée à la majorité des membres présents. Les membres de la commission économique du CSEC d'AXA France sont désignés par le CSE parmi ses titulaires ou suppléants « au scrutin de **liste** avec représentation proportionnelle à la **plus forte moyenne** et à un seul tour ».

La commission de Canon comprend au maximum **six membres** représentants du personnel, **dont au moins un** représentant par **organisation syndicale** représentative (OSR) et au moins **deux** représentants de la catégorie des **cadres**. Ils sont désignés par le CSE parmi ses membres après vote de l'instance.

La commission du CSEC de l'Établissement français du sang est composée de **sept membres dont le secrétaire** du comité, membre **de plein droit**, et dont au moins **un** représentant **cadre**. En cas de carence de candidat cadre, un membre non cadre est désigné.

La commission économique de Naval Group est composée de membres titulaires, suppléants ou représentants syndicaux au **CSEC** et aux **CSEE**. La commission centrale est composée de **huit membres** désignés au sein du comité parmi ses membres titulaires, suppléants ou RS (dont au moins quatre sont titulaires). Quant au nombre de membres de la commission des **CSEE**, il varie entre **quatre et huit, selon l'implantation géographique** du comité. Dans tous les cas, le CSE s'efforcera de désigner une représentation garantissant **un siège à chaque OSR**. La commission du CSEC de PSA Retail France est composée d'un membre par OSR ayant un ou plusieurs élus au CSEC parmi les membres du CSEC.

La commission économique d'Oracle est composée de **deux membres** titulaires ou suppléants du CSE **par OSR**. Cette désignation doit être réalisée par l'intermédiaire des DS auprès de la DRH, précise l'accord, par courrier remis en main propre ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

Orano Cycle constitue, au sein de son CSEC, une commission économique, « Comeco ». La composition de

celle-ci change selon qu'elle se réunit de manière ordinaire (dénommée ci-après « Comeco ordinaire ») ou Business (dénommée ci-après « Comeco Business »).

La Comeco ordinaire, chargée de préparer les travaux du CSEC, est composée :

- **deux membres par OSR** au niveau de l'entreprise désignés parmi les titulaires et suppléants du CSEC ;
- du **secrétaire et secrétaire adjoint du CSEC** ;
- des **représentants syndicaux** au CSEC ;
- des **DS** (délégués syndicaux) **centraux**.

Pour la Comeco Business, lieu d'information et d'échanges transverse de mise en perspective des enjeux des business, l'accord prévoit qu'« un des deux membres pourra être remplacé par un élu au CSEC (titulaire ou suppléant) appartenant à la Business Unit considérée ». « Un membre supplémentaire par OSR au niveau de l'entreprise pourra être désigné ; ce membre supplémentaire doit être élu de CSEE ou représentant syndical et appartenir à la Business Unit considéré ».

Dans tous les cas (Comeco ordinaire ou Comeco Business), la **désignation** des membres est effectuée lors de la **première réunion** suivant le renouvellement du CSEC par celui-ci sur proposition de chaque OS. Toutefois, prévoit l'accord, la composition des Comeco Business peut exceptionnellement être modifiée afin de tenir compte des sujets à l'ordre du jour.

La **commission économique de Framatome** comprend :

- un **comité de pilotage** composé de son président, le secrétaire du CSEC, un rapporteur désigné par chaque commission spécialisée, un membre désigné par chaque OSR et les représentants syndicaux au CSEC ;

- **sept commissions spécialisées** mises en place par activités (Business Unit). Ses membres sont désignés par le CSEC parmi ses membres titulaires ou suppléants. Pour chaque commission spécialisée, les membres sont issus d'organisations syndicales différentes. En cas d'évolution de l'organisation de Framatome, les parties se rencontreront dans un délai maximum de deux mois pour mesurer les incidences.

Certains accords, comme celui de Renault, sont très succincts : la commission économique du CSEC de Renault est composée du secrétaire et des secrétaires adjoints du CSEC ainsi que d'un représentant de l'employeur, lequel peut être accompagné de salariés dont il juge la présence nécessaire pour une meilleure compréhension des dossiers.

MISSIONS

À défaut d'accord, la commission économique est chargée notamment d'étudier les documents économiques et financiers recueillis par le comité et toute question que ce dernier lui soumet (*C. trav., art. L. 2315-48, al. 2*). la commission économique établit également le rapport en cas d'exercice du droit d'alerte économique par le CSE (*C. trav., art. L. 2323-78*).

Certains accords, comme Mediapost, ne détaillent pas les missions de la commission : ce sont celles « fixées par le Code du travail ».

Dans la plupart des accords, la commission est chargée :

- d'**étudier les documents économiques et financiers** mis à sa disposition (*Bouygues Telecom, Établissement français du sang, Naval Group, Oracle*). L'accord de PSA Automobiles précise que la commission n'a pas de « compétence délibérative ». La commission économique du GIE PMU est chargée d'étudier, en lien avec l'expert-comptable du CSE, les documents économiques et financiers

accompagnant la consultation du CSE sur la situation économique et financière de l'entreprise. Chez Bouygues Telecom, la commission est informée de l'application des accords relevant de sa compétence, comme ceux de participation et d'intéressement;

- de **préparer les délibérations** du CSE relatives aux **consultations** sur les **orientations stratégiques** et à la **situation économique** et financière de l'entreprise, pour les domaines relevant de sa compétence (*Bouygues Telecom, Établissement français du sang*);
- préparer pour le CSE les points à l'ordre du jour liés à l'activité opérationnelle de l'établissement, la charge et la sous-traitance (*Naval Group*);
- d'étudier toute question que le CSE lui soumet (*Bouygues Telecom, Établissement français du sang, Naval Group, Oracle*).

L'accord Renault détaille le rôle de la commission économique de son CSEC. Elle a un « **rôle général de réflexion** sur les sujets relatifs à l'économie, aux finances et à la stratégie de l'entreprise en appui du CSEC. Ce faisant, elle est réunie par la direction pour étudier les dossiers d'informations-consultations récurrentes concernant les orientations stratégiques de l'entreprise et la situation économique et financière. Elle procède également à un examen préalable de toute information-consultation du CSEC relevant de sa compétence et dans le cadre des délais prévus » par l'accord.

Chez Orano Cycle, la Comeco ordinaire prépare les travaux et les avis du CSEC dans le domaine économique en examinant :

- les **comptes de l'entreprise**;
- la déclinaison au niveau de l'entreprise des orientations stratégiques du groupe;
- le **bilan des passifs sociaux**;
- tout sujet qui lui est confié par le CSEC;
- et en préparant des avis du CSEC.

La Comeco Business, lieu d'information et d'échanges transverse de mise en perspective des enjeux des Business, aborde à l'occasion de sa réunion :

- les orientations stratégiques du groupe et leur déclinaison au sein de chacun des Business listés dans l'accord;
 - les résultats financiers du Business (chiffre d'affaires et coûts par exemple);
 - l'environnement du Business (activités des Business associées au périmètre, marché, clients, environnement concurrentiel, par exemple);
 - les objectifs principaux du Business (enjeux industriels, commerciaux et performance opérationnelle par exemple) et le plan de charge correspondant (carnets de commandes actuels et prévisionnels par exemple);
 - les moyens mis en œuvre pour accompagner ces enjeux (emplois, investissements, organisation par exemple).
- Cette articulation permet :

- d'éclairer le CSEC, en complément des informations qui sont mises à disposition dans la BDES, en vue de ses consultations, en particulier de la consultation sur la déclinaison chez Orano Cycle des orientations stratégiques du groupe;
- d'alimenter les travaux du ou des experts-comptables du CSEC en prévision de la Comeco ordinaire.

RÉUNIONS

■ Réunions préparatoires

Chez Orano Cycle, les membres des commissions du CSEC, dont la Comeco, « sont autorisés à tenir une **réunion préparatoire** d'une durée **équivalente** à la **durée**

de la **commission** et au **maximum d'une journée**. Celle-ci a lieu, sauf circonstances exceptionnelles, le jour même ou le jour précédent la réunion de la commission. Le **temps de déplacement** est **inclus** dans cette **journée**, notamment lorsque les conditions de transport (temps de transport, adéquation des horaires aux besoins, horaires de réunion) le permettent ». Le temps passé à cette réunion est considéré comme du **temps de travail effectif** et n'est décompté d'aucun des crédits d'heures de délégation dont les représentants du personnel et les représentants syndicaux peuvent disposer dans le CSE d'établissement et des commissions.

En vue de **réunions spécifiques**, les membres de la commission économique centrale de l'EFS bénéficient d'un **temps de préparation équivalent**.

■ Réunions ordinaires

Rythme des réunions

En l'absence d'accord, la commission économique se réunit au moins deux fois par an. Elle peut demander à entendre tout cadre supérieur ou dirigeant de l'entreprise après accord de l'employeur. Elle peut se faire assister par l'expert-comptable qui assiste le comité social et économique et par les experts choisis par le comité (*C. trav., art. L. 2315-48*).

À Framatome, le comité de pilotage et les commissions spécialisées par activité **se réunissent deux fois par an**, dont une réunion consacrée aux orientations stratégiques des différentes activités (de l'activité considérée, pour les commissions spécialisées). En cas de projet impactant de façon importante l'entreprise et après accord entre le secrétaire et le président du CSEC, une ou des **réunions supplémentaires** peuvent être organisées. Chez Canon, la commission se réunit deux fois par an. Le temps passé en réunion de la commission économique est considéré comme du temps de travail effectif dans la limite de deux réunions annuelles d'une demi-journée chacune. Même rythme pour la commission de Micromania qui peut toutefois se réunir plus, l'accord précisant « deux fois par an au minimum ». La commission économique du CSEC de l'EFS se réunit au moins deux fois par an. Elle bénéficie d'une journée de réunion complémentaire pour l'examen des comptes annuels. Indépendamment de ces réunions, la direction peut convoquer la commission économique à des réunions d'information dans les domaines relevant de sa compétence. Ces réunions ont notamment pour objet d'assurer, entre les réunions ordinaires du CSEC, une information régulière de cette instance sur des questions d'actualité.

La commission du CSEC de PSA Retail France se réunit deux fois par an, préalablement aux deux réunions ordinaires du CSEC. La réunion annuelle de la commission économique de PSA Automobiles se tient « préalablement à la première réunion ordinaire du CSEC ». La commission économique d'Oracle se réunit, à l'initiative de son président, au moins une fois par an le mois précédant la réunion d'information-consultation du CSE relative à la situation économique et financière. Le temps passé en réunion est assimilé à du temps de travail effectif et n'est pas déduit du crédit d'heure.

Chez Bouygues Telecom, la commission économique est convoquée par son président **quatre fois par an**. En cas de situation exceptionnelle, des réunions extraordinaires peuvent être organisées si nécessaire. Les modalités spécifiques de fonctionnement de la commission économique sont définies par le règlement intérieur du CSEC. La commission économique

du CSEC d'AXA France se réunit à l'initiative du président lorsque le CSE en fait la demande motivée en séance à raison de quatre fois par an.

La Comeco ordinaire d'Orano Cycle tient deux réunions ordinaires par an auxquelles elle est assistée par le ou les experts du comité. Elle s'appuie sur les travaux des Comeco Business. La Comeco Business se réunit une fois par an. Toutefois, prévoit l'accord, une Comeco Business supplémentaire, dite exceptionnelle, et justifiée par l'actualité du ou des Business concernés, peut être organisée à l'initiative de la direction ou de la majorité des membres d'une Comeco Business pour compléter, le cas échéant, les informations transmises en début d'année.

Sans d'autres précisions, l'accord Mediapost précise que la commission économique du CSEC « se réunit, sur convocation du président du CSEC, dans les 15 jours calendaires qui précèdent la réunion du CSEC de consultation sur la situation économique et financière et sur les orientations stratégiques ». Dans le cadre de son mandat, les commissions économiques du CSEC ou des CSE de Naval Group se réunissent à la diligence du président de la commission ou à la demande de la majorité de ses membres.

Réunion en visioconférence

Chez AXA France, la commission pourra se réunir en visioconférence afin d'éviter aux intervenants de la direction comme aux représentants concernés de se déplacer sur le lieu où se tient la réunion de la commission. Tout ou partie de la réunion pourra avoir lieu ou toute partie des personnes appelées à y participer pourra le faire en visioconférence à partir d'un site AXA équipé des moyens techniques nécessaires.

Ordre du jour et convocation

La convocation à la réunion des commissions économiques du CSEC et des CSEE de Naval Group, qui indique l'objet de la réunion, est transmise par le **président**. Les documents relatifs aux travaux de la commission sont mis à disposition dans la **BDES**. À AXA France, l'ordre du jour de chaque réunion est établi par le président après un échange avec le représentant de la commission auprès de la direction, s'il en a été désigné un, et en prenant en compte à la fois les propositions du président et du représentant de la commission auprès de la direction. La convocation à chaque réunion accompagnée de l'ordre du jour est transmise par mail par le président aux membres de la commission au moins trois jours ouvrés avant la réunion.

Personnes assistant aux réunions

À Framatome, le comité de pilotage de la commission économique peut demander, dans le cadre de ses travaux, à entendre tout responsable de l'entreprise. Participent à la réunion consacrée à l'examen des orientations stratégiques des différentes activités, outre les représentants du personnel, des représentants de l'entreprise identifiés par le président et le secrétaire du CSEC. L'expert du comité le cas échéant désigné peut participer à cette réunion. Participent aux réunions des commissions spécialisées par activité, outre les représentants du personnel, des managers de l'activité considérée. Le secrétaire du CSEC, le président de la commission économique et, le cas échéant, l'expert-comptable désigné par l'instance sont invités aux travaux des commissions spécialisées.

Chez Orano Cycle, la direction assiste à l'ensemble des réunions de la Comeco et se fait accompagner des directions de chaque Business (directeur et DRH) aux réunions des Comeco Business. Le ou les experts désignés

par le CSEC peuvent participer aux réunions de la commission économique.

■ Réunion de travail faisant suite à une plénière

Chez Orano Cycle, « les **membres** de la **Comeco**, les représentants syndicaux et les délégués syndicaux centraux convoqués à une Comeco Business sont autorisés à tenir, à leur demande et en complément de la réunion préparatoire » (v. « *Réunions préparatoires* » ci-avant), « une **réunion** de travail faisant suite à la **Comeco Business** ». Organisée dans les mêmes conditions que la réunion préparatoire, elle doit se tenir le jour même ou le lendemain de la Comeco Business. Cela peut, explique l'accord, permettre aux membres de la Comeco Business d'approfondir leurs travaux et de formaliser un compte-rendu faisant état de leurs observations suite aux échanges avec la direction. Ils peuvent dans ce cadre se faire assister du ou des experts-comptables désignés par le CSE central.

RESTITUTION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

Chez AXA France, il revient au **président** ou à toute personne qu'il se substitue de la commission d'établir et d'adresser aux membres de la commission, dans les **meilleurs délais**, un **compte-rendu**. Chaque membre peut lui transmettre **dans les cinq jours** au plus suivant la réception du compte-rendu ses **observations**. Au vu de l'ensemble desdites observations, il établit un **compte-rendu définitif**. Ces délais sont adaptés le cas échéant aux échéances s'imposant au CSE correspondant. Le compte-rendu est transmis au CSE central.

La commission économique du CSEC de Mediapost peut rendre des **rapports** qui sont ensuite **soumis**, par l'intermédiaire d'un rapporteur désigné parmi ses membres issus du CSEC, à la **délibération** de ce dernier lors de la réunion plénière suivante. Dans le cas particulier où le rapport concerne une procédure d'information-consultation du **CSEC**, le délai de transmission du rapport au secrétaire et au président du CSEC est de huit jours calendaires maximum avant la réunion du CSEC. À Framatome, lorsque la **commission l'estime nécessaire** ou à la **demande** de la **majorité** des membres du CSEC, le président de la commission économique transmet aux membres titulaires et suppléants du CSEC, ainsi qu'à son président, les **conclusions** de la **commission** préalablement approuvées par la majorité de ses membres. En complément de la transmission de ces conclusions, une **restitution** peut être organisée lors de la **séance plénière** du CSEC en accord entre le président et le secrétaire du CSEC. Cette restitution est réalisée par le président de la commission économique ou un autre membre de cette commission désigné à cet effet. En cas de consultation du CSEC, les délais de transmission et de partage spécifiques au fonctionnement de la commission économique s'inscrivent dans la limite des délais de consultation légalement applicables.

MOYENS

Les membres de la commission économique de Canon France bénéficient des crédits d'heures prévus à l'article R. 2314-1 du Code du travail, c'est-à-dire celui prévu dans le cadre de leur mandat au CSE.

Chez AXA France, les membres des commissions du CSEC et des CSEE disposent d'un crédit mensuel de

deux heures. Chaque membre de la commission économique de Framatome dispose d'un **crédit spécifique de 50 heures** par an hors réunions. Le **président** de la commission dispose d'un **crédit supplémentaire de 50 heures** par an hors réunions. « La liste des membres de chaque commission spécialisée est transmise à la direction par le président de la commission économique à l'occasion de chaque mise à jour », indique l'accord. Orano Cycle accorde un crédit d'heures annuel de 40 heures au président de la Comeco du CSEC. La commission de Micromania dispose d'un **crédit global et annuel de 40 heures** de délégation par an, pour chaque année de mandat, pour l'exercice de ses missions, en dehors des réunions convoquées à l'initiative de l'employeur. Ces heures sont **mutualisées** entre les membres de la commission économique mais ne peuvent pas faire l'objet d'un report. À défaut d'accord entre les membres de la commission économique sur la répartition de ces heures, chaque membre de la commission économique dispose d'un crédit de huit heures de délégation par an. La commission économique dispose d'un budget dédié de 1 500 € par an maximum, pris sur le budget de fonctionnement du CSE. L'utilisation de ce budget est décidée à la majorité des membres de la commission.

L'accord de PSA Retail précise que le **temps passé en réunion** de la commission économique du CSEC ainsi que le **temps de trajet** entre le lieu habituel de travail et le lieu de réunion seront payés comme **temps de travail effectif** et ne s'imputeront pas sur le crédit d'heures de délégation.

Les membres de la commission économique des CSEE de Naval Group bénéficient d'un crédit d'heures annuel pour préparer les réunions de la commission, variable entre six et huit selon l'implantation géographique des établissements. Quant au président de la commission centrale, il bénéficie de deux heures par réunion pour réaliser le compte-rendu.

2 Commission de la formation

MISE EN PLACE

« Conformément aux dispositions légales et conventionnelles, est mise en place au sein du CSE une commission formation », indique l'accord AFP sans autres précisions. Dans la même lignée, IBM la met en place « dans les conditions prévues par le Code du travail ». À Framatome, cette commission est constituée au sein des CSE des établissements d'au moins 200 salariés, étant précisé que sa composition et son fonctionnement sont déterminés au périmètre de chaque CSE dans le cadre de son règlement intérieur.

Mediapost a mis en place une commission formation au sein de son CSEC. Orano Cycle dote son CSEC, mais également ses CSEE, d'une commission de l'emploi et de la formation.

À la Fnac, une commission de la formation peut être créée au sein du CSEC et au sein des CSE dans les entreprises d'au moins 300 salariés. Pour la société Relais Fnac, elle peut-être instituée uniquement au sein du CSEC.

À NOTER En l'absence d'accord, la commission de la formation doit être mise en place dans les entreprises d'au moins 300 salariés (*C. trav., art. L. 2315-49, R. 2315-30 et R. 2315-31*).

COMPOSITION

En l'absence d'accord, les membres des commissions peuvent être choisis parmi des salariés de l'entreprise n'appartenant pas au CSE, et la commission est présidée par un de ses membres (*C. trav., art. R. 2315-28*).

▣ Présidence

La majorité des commissions de la formation sont présidées par un des **titulaires** du **CSE** (*Établissement français du sang, Mediapost, Canon, Oracle*). La commission de Micromania l'est par l'un des membres du CSE, sans autres précisions. La commission de la formation de PSA Automobiles est présidée par un **représentant** de la **direction** de PSA Automobiles assisté de toute personne compétente sur un thème traité par la commission. Chez PSA Retail, le président de la commission du CSEC – représentant de la direction – peut être assisté du responsable de PSA Retail Academy, du RRS et le cas échéant, de toute personne pouvant contribuer à répondre aux questions des membres de la commission. La présidence des commissions d'Air France, la commission « économique/emploi/formation » du CSEC et des commissions « économique et production » des CSEE, est confiée à un représentant de la direction.

▣ Membres

La commission de la Fnac est composée de cinq membres désignés par le CSEE ou le CSEC parmi ses membres titulaires et/ou suppléants par un vote à la majorité des membres présents. Celle de Micromania comprend **six membres** désignés parmi les membres du comité. Celle de Mediapost est également composée de **six personnes** choisies parmi les membres du CSEC **désignés** par une **résolution** de celui-ci **adoptée** à la **majorité** des membres **présents**. Pour respecter la parité, la commission comprend trois femmes et trois hommes.

La commission du **CSEC** de l'EFS se compose de **sept membres**, et celle des **CSEE** de **cinq membres** dont au moins un représentant appartenant à la catégorie cadre. En cas de carence de candidat cadre, un non-cadre est désigné. Sur demande de la commission formulée en amont de la réunion, un représentant de la direction peut participer à tout ou partie de la réunion pour répondre aux questions des membres de la commission.

La commission de la formation du CSEC de PSA Retail est composée d'un membre par OSR, désigné par le CSEC. Celle du CSEC d'Orano Cycle, dénommée « emploi, formation », est composée d'un **représentant par OS** représentée au comité, désigné par le CSEC lors de sa première réunion suivant son renouvellement parmi ses membres titulaires ou suppléants. Cette désignation est effectuée sur proposition de chaque OS. La commission d'Oracle sera composée d'élus titulaires ou suppléants. Chaque OSR désigne, par l'intermédiaire de ses DS, deux membres parmi ses membres. Cette désignation doit être réalisée auprès de la DRH par courrier remis en main propre ou par courrier recommandé avec accusé de réception (LRAR). Les membres de la commission de Canon, fixés à six membres dont au moins un par OSR, peuvent être choisis parmi des salariés de l'entreprise n'appartenant pas au CSE.

MISSIONS

Les missions de la commission formation du CSEC de Mediapost sont celles fixées par le Code du travail.

Les accords de PSA Automobile et de PSA Retail sont très succincts : la commission du CSEC est « chargée notamment de préparer les délibérations du CSEC en matière de formation », tout en précisant qu'elle n'a pas « de compétence délibérative » ou « voix délibérative ». Quant aux commissions de leurs CSEE, elles préparent, comme le prévoit l'article L. 2315-49, 1° du Code du travail applicable en l'absence d'accord, les délibérations du CSE dans le cadre des consultations sur les orientations stratégiques et la politique sociale de l'entreprise dans les domaines relevant de sa compétence.

L'accord Oracle confie, en plus, à sa commission « formation » les missions prévues par le Code du travail en l'absence d'accord (*C. trav.*, art. L. 2315-49 et R. 2315-30 et R. 2315-31). Elle est, ainsi, chargée, comme le prévoient d'autres accords, comme celui de la Fnac :

- d'étudier les **problèmes généraux** relatifs à la mise en œuvre ;
- des dispositifs de formation professionnelle continue ;
- de la validation des acquis de l'expérience ;
- de **préparer les délibérations** du comité dans le cadre des consultations sur les orientations stratégiques de l'entreprise et la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi dans les domaines qui relèvent de sa compétence (*Fnac*) ;
- d'étudier les **moyens** permettant de **favoriser l'expression des salariés** en matière de formation et de participer à leur **information** dans ce domaine (*Fnac*) ;
- d'étudier les problèmes spécifiques concernant l'emploi et le travail des jeunes et des travailleurs handicapés (*Fnac*).

Enfin, la commission de la formation d'Oracle est informée des possibilités de congé qui ont été accordées aux salariés, des conditions dans lesquelles ces congés ont été accordés ainsi que des résultats obtenus.

La commission « Emploi, Formation » du CSEC d'Orano Cycle prépare, quant à elle, les travaux du comité. Elle examine en particulier :

- la synthèse des données sociales ;
- la situation de l'emploi ;
- les **orientations formation**.

Tout en listant les missions de la commission de la formation, l'accord Micromania précise que son CSE « peut mandater cette commission pour **tout sujet spécifique** entrant dans son domaine de compétences ».

RÉUNIONS

En cas d'absence d'un membre de la commission du CSEC d'Orano Cycle, son remplacement est assuré par le représentant syndical au CSEC.

▣ Rythme des réunions

La commission de la formation de PSA Automobiles se réunit, préalablement à la consultation du CSEC sur la politique sociale. « Elle n'a pas de compétence délibérative », précise l'accord.

La commission du CSEC d'Orano Cycle se réunit **une fois par an**. Celle d'Oracle se réunit « au minima » une fois par an, « le mois précédant la réunion d'information et consultation du CSE relative à la politique sociale et portant sur la formation ». La commission formation de Canon se réunit **deux fois par an**, celle de l'EFS se réunit **au moins deux fois par an**. Et chez PSA Retail, la commission de la formation se réunit deux fois par an, préalablement aux deux réunions ordinaires du CSEC.

La commission de la Fnac se réunit :

- une fois tous les trois ans concomitamment à l'information et la consultation du CSE/CSE sur les orientations stratégiques de l'entreprise ;
- une fois par an sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi pour analyser le plan de formation et le bilan de formation ;
- sur tout projet structurant relatif à la formation professionnelle.

La commission formation du CSEC de Mediapost se réunit, **sur convocation** de son **président**, dans les **15 jours** calendaires qui **précèdent la réunion** du CSEC de consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi, sur la formation et sur les orientations stratégiques.

▣ Ordre du jour

À l'Établissement français du sang, l'ordre du jour de chaque réunion est défini conjointement par le président et le secrétaire du CSE en cohérence avec l'ordre du jour du CSE. Le secrétaire du CSE fait le lien avec le secrétaire de la commission.

▣ Rapport

La commission de la formation du CSEC de Mediapost peut rendre des rapports qui sont ensuite soumis, par l'intermédiaire d'un rapporteur désigné parmi ses membres issus du CSEC, à la délibération de ce dernier lors de la réunion plénière suivante. Dans le cas particulier où le rapport concerne une procédure d'information-consultation du CSEC, le délai de transmission du rapport au secrétaire et au président du CSEC est de huit jours calendaires maximum avant la réunion du CSEC.

MOYENS

Les membres de la commission formation de Canon disposent du crédit d'heures prévu à l'article R. 2314-1 du Code du travail, c'est-à-dire celui prévu en tant que membre du CSE.

La commission de la formation de Micromania dispose d'un **crédit global** et annuel de **42 heures de délégation**, pour chaque année de mandat, pour l'exercice de ses missions, en dehors des éventuelles réunions convoquées à l'initiative de l'employeur. Ces heures sont **mutualisées** entre les membres de la commission formation mais ne peuvent pas faire l'objet d'un report. À défaut d'accord entre les membres de la commission formation sur la répartition de ces heures, chaque membre de la commission économique dispose d'un crédit de sept heures de délégation par an. Sauf délibération particulière du CSE pour mener un projet particulier, la commission formation ne dispose pas de budget particulier.

Chez PSA Retail, le **temps passé en réunion** de la commission formation du CSEC ainsi que le **temps de trajet** entre le lieu habituel de travail et le lieu de réunion seront payés comme **temps de travail effectif** et ne s'imputeront pas sur le crédit d'heures de délégation. Le temps passé en réunion de la commission de Canon est considéré comme du temps de travail effectif dans la limite de deux réunions annuelles d'une demi-journée chacune. Pour la commission formation des CSEE, l'accord de l'EFS précise qu'à l'exception des deux réunions prévues pour préparer la consultation sur les orientations stratégiques et celle sur la politique sociale, le temps passé en réunion sur convocation du secrétaire du CSE ainsi que le temps de trajet

entre le lieu habituel de travail et le lieu de réunion ne sont pas considérés comme du temps de travail effectif et s'imputent sur le crédit d'heures de délégation des membres de la commission formation. À la Fnac, le temps passé en réunion est payé comme temps de travail effectif et ne s'impute pas sur le crédit d'heures de délégation. Les déplacements des membres de la commission doivent se faire en conformité avec la politique voyage du groupe. Si le temps de trajet dépasse le temps normal de trajet entre le lieu de domicile et le lieu habituel de travail, ce dépassement est considéré comme du temps de travail effectif. Le salarié a le choix entre le paiement de cette période ou une contrepartie en repos. Les membres de la commission de Mediapost reçoivent une **sensibilisation à l'outil de formation à distance FORMEO**.

3 Commission de l'égalité

MISE EN PLACE

« Conformément aux dispositions légales et conventionnelles, est mise en place au sein du CSE une commission de l'égalité professionnelle », indique l'accord AFP sans autres précisions. Dans la même lignée, IBM la met en place « dans les conditions prévues par le Code du travail ». À Framatome, cette commission est constituée au sein des CSE des établissements d'au moins 300 salariés, étant précisé que sa composition et son fonctionnement sont déterminés au périmètre de chaque CSE dans le cadre de son règlement intérieur. Une commission de l'égalité professionnelle est créée au sein du CSEC de Mediapost, et pas au niveau des CSEE. L'Établissement français du sang n'a mis en place une commission égalité professionnelle qu'au niveau de son CSEC. À la Fnac, une commission de l'égalité professionnelle peut être créée au sein du CSEC et du CSEE dans les entreprises d'au moins 300 salariés. Pour la société Relais Fnac, elle ne peut être instituée qu'au sein du CSEC.

À NOTER En l'absence d'accord, la commission de l'égalité professionnelle doit être mise en place dans les entreprises d'au moins 300 salariés (*C. trav., art. L. 2315-56 et R. 2315-28*).

COMPOSITION

► Présidence

La **majorité** des **accords** prévoit que la commission de l'égalité professionnelle est **présidée par un de ses membres**. C'est ce que prévoient les accords de Mediapost, de Micromania et Canon en précisant qu'il s'agit d'un titulaire.

En revanche, celle de Renault l'est par un **représentant de l'employeur**. La commission est présidée par un représentant de la direction de PSA Automobiles assisté de toute personne compétente sur un thème traité par la commission. Chez PSA Retail, le président de la commission du CSEC, représentant de la direction, peut être assisté du responsable animation accord responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), du responsable des relations sociales et le cas échéant, de toute personne pouvant contribuer à répondre aux questions des membres de la commission.

► Membres

À la Fnac, la commission de l'égalité professionnelle est composée de **cinq membres** désignés par le CSE/CSEC **parmi** les **titulaires** et/ou **suppléants** par un **vote** à la **majorité** des membres **présents**, détaille l'accord. L'accord de Micromania prévoit, pour sa commission composée de **cinq membres** désignés par le CSE parmi ses membres, que « les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus. En cas d'égalité des voix le candidat le plus âgé est élu ».

La commission de Mediapost est composée de **six personnes** (trois hommes et trois femmes, pour respecter la parité) choisies parmi les membres du CSEC désignés par une résolution de celui-ci adoptée à la majorité des membres présents.

La commission de l'égalité professionnelle du CSEC de l'Établissement français du sang se compose de **sept membres dont** au moins **un** représentant appartenant à la catégorie **cadre**. En cas de carence de candidat cadre, un membre non cadre est désigné.

Les membres de la commission de Canon, **six membres** dont au moins **un** membre **par OSR**, peuvent être choisis parmi des salariés de l'entreprise n'appartenant pas au CSE.

La commission de l'égalité professionnelle des CSEE de Renault est composée d'un représentant par OSR dans l'établissement. Celle du CSEC de PSA Retail est également composée d'un membre par OSR, désigné par le CSEC. La commission « égalité professionnelle, diversité et handicap » du CSEC d'Orano Cycle est composé d'un représentant par OS représentée au comité, désigné par le CSEC lors de sa première réunion suivant son renouvellement parmi ses membres titulaires ou suppléants. Cette désignation est effectuée sur proposition de chaque OS. Chez Oracle, la commission comprend deux membres du CSE par OSR. La désignation s'effectue auprès de la DRH par courrier remis en main propre ou par courrier recommandé avec accusé de réception par l'intermédiaire des DS.

MISSIONS

Certains accords se contentent de renvoyer aux dispositions légales supplétives du Code du travail. Ainsi, l'accord Mediapost précise que les missions de sa commission sont « celles fixées par le Code du travail ».

La commission de l'égalité professionnelle du CSEC et des CSEE de PSA Automobiles est notamment chargée, détaille l'accord, « de **préparer les délibérations** du **CSE** en lien avec ses attributions relatives à la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et d'emploi ». C'est que prévoit l'article L. 2315-56 du Code du travail en l'absence d'accord. Elle est également tenue, ajoute l'accord PSA Automobiles, d'« **assister** le **CSEC** dans ses attributions relatives à l'égalité professionnelle ». « Elle n'a pas de compétence délibérative », précise enfin l'accord. La même disposition est prévue pour la commission de l'égalité professionnelle du CSEC de PSA Retail.

À l'Établissement français du sang, la commission de l'égalité professionnelle du CSEC, qui « prépare la consultation du CSEC sur la politique sociale relative à l'égalité professionnelle, **peut également être saisie** par le CSEC de **toute question** relative à l'égalité professionnelle entrant dans l'objet de l'accord collectif associé en vigueur au sein de l'EFS ».

La commission de l'égalité professionnelle des CSEE de Renault « **prépare les délibérations** du comité sur la **situation comparée**, les conditions générales d'emploi et de formation des femmes et des hommes ».

La commission de l'égalité professionnelle du CSEC d'Orano Cycle, et celle d'Oracle préparent les travaux du comité dans le domaine de l'égalité professionnelle. Elle **examine les données** concernant l'égalité professionnelle et leur évolution. Elle fait le **bilan des objectifs de prévention** définis conventionnellement.

Tout en listant les missions de la commission de l'égalité professionnelle, l'accord Micromania prévoit que son CSE « peut mandater cette commission pour **tout sujet** spécifique entrant dans son domaine de compétences ».

RÉUNIONS

■ Rythme des réunions

La commission de l'égalité professionnelle de Renault se réunit **une fois par an**, celle de l'Établissement français du sang « au moins une fois par an ». Même rythme pour d'Orano Cycle et celles :

- du CSEC de PSA Automobiles qui se réunit « préalablement à la première réunion ordinaire du CSEC ».
- Quant à la commission de l'égalité des CSEE de l'entreprise automobile, elle se réunit au moins deux fois par an, conformément à l'accord d'entreprise relatif au développement de l'emploi féminin et à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes du 5 octobre 2017 ;

- de PSA Retail, dont la réunion se tient préalablement à la réunion ordinaire du premier semestre du CSEC. Chez PSA Retail, le temps passé en réunion de l'égalité professionnelle du CSEC ainsi que le temps de trajet entre le lieu habituel de travail et le lieu de réunion seront payés comme temps de travail effectif et ne s'imputeront pas sur le crédit d'heures de délégation ;

- de la Fnac qui se réunit « concomitamment à l'information et la consultation du CSE/CSEC sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi ». « Le temps passé en réunion est payé comme temps de travail effectif et ne s'impute pas sur le crédit d'heures de délégation », précise l'accord ;

- d'Oracle dont l'accord précise que la réunion se tient « le mois précédant la réunion d'information et consultation du CSE relative à la politique sociale et portant sur l'égalité professionnelle ».

La commission de Canon se réunit une fois par an. S'y ajoute la commission de suivi de l'accord collectif en vigueur. En l'absence d'accord portant en tout ou partie sur l'égalité professionnelle, elle se réunit deux fois par an. Le temps passé en réunion est considéré comme du temps de travail effectif dans la limite de deux réunions annuelles d'une demi-journée chacune.

■ Personnes présentes en réunion

À l'EFS, sur demande de la commission formulée en amont de la réunion, un **représentant de la direction** peut participer à tout ou partie de la réunion pour répondre aux questions des membres de la commission. En cas d'absence d'un membre de la commission du CSEC d'Orano Cycle, son remplacement est assuré par le **représentant syndical** au CSEC.

■ Convocation

La commission de Mediapost se réunit, sur convocation de son président, dans les 15 jours calendaires qui pré-

cèdent la réunion du CSEC de consultation sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi.

■ Rapport

La commission de Mediapost peut rendre des rapports qui sont ensuite soumis, par l'intermédiaire d'un rapporteur désigné parmi ses membres issus du CSEC, à la délibération de ce dernier lors de la réunion plénière suivante. Dans le cas particulier où le rapport concerne une procédure d'information-consultation du CSEC, le délai de transmission du rapport au secrétaire et au président du CSEC est de huit jours calendaires maximum avant la réunion du CSEC.

MOYENS

Les membres de la commission de l'égalité professionnelle de Micromania ne disposent **pas de crédit d'heures spécifiques**. Sauf délibération particulière du CSE pour mener un projet particulier, la commission ne dispose **pas de budget spécifique**, prévoit expressément l'accord. À l'Établissement français du sang, les déplacements des membres de la commission doivent se faire en conformité avec la politique voyage du groupe. Si le temps de trajet dépasse le temps normal de trajet entre le lieu de domicile et le lieu habituel de travail, ce dépassement est considéré comme du temps de travail effectif. Le salarié a le choix entre le paiement de cette période ou une contrepartie en repos.

4 Commission de l'information et l'aide au logement

MISE EN PLACE

« Conformément aux dispositions légales et conventionnelles, est mise en place au sein du CSE une commission d'information et d'aide au logement », indique l'accord AFP sans autres précisions. Dans la même lignée, IBM la met en place « dans les conditions prévues par le Code du travail ». À Framatome, cette commission est constituée au sein des CSE des établissements d'au moins 300 salariés, étant précisé que sa composition et son fonctionnement sont déterminés au périmètre de chaque CSE dans le cadre de son règlement intérieur. À Mediapost, une commission sociale et logement est créée au sein de chaque CSEE. À la Fnac, une commission d'information et d'aide au logement peut être créée au sein du CSEC et des CSEE dans les entreprises d'au moins 300 salariés. Pour la société Relais Fnac, elle peut être instituée uniquement au sein du CSEC.

À NOTER En l'absence d'accord, la commission d'information et d'aide au logement doit être mise en place dans les entreprises d'au moins 300 salariés (*C. trav.*, art. L. 2315-50 à L. 2315-55 et R. 2315-28).

COMPOSITION

■ Présidence

La majorité des accords, dont Micromania, précise que cette commission est présidée par **un de ses membres**. C'est ce que prévoit l'accord de Canon en précisant qu'il s'agit d'un titulaire. La commission du CSEC de

Bouygues Telecom est présidée par un membre du comité désigné à la majorité des membres titulaires présents. La commission du CSEC de PSA Retail est présidée par un **représentant** de la **direction** assisté d'un représentant de l'organisme collecteur de la contribution patronale à l'effort de construction, du RRS et le cas échéant, de toute personne pouvant contribuer à répondre aux questions des membres de la commission.

► Membres

Le **règlement intérieur** du CSE fixe les modalités de désignation des membres de la commission de gestion immobilière, sur la base de six membres maximum, précise l'accord PMU.

La commission sociale et logement de Mediapost est composée de **cinq membres** désignés par le CSE parmi ses titulaires. La commission d'information et d'aide au logement de Micromania comprend **six membres** désignés par le CSE parmi ses membres. Les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus. En cas d'égalité des voix, le candidat le plus âgé est élu.

La commission d'information et d'aide au logement d'Oracle est composée de membres élus titulaires ou suppléants au CSE. Chaque OSR désigne, par l'intermédiaire de ses DS, un membre parmi ses membres au CSE. Cette désignation doit être réalisée auprès de la DRH par courrier remis en main propre ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

La commission du CSEC de PSA Retail est composée d'un membre par OSR, désigné par le CSEC. La commission logement de Canon est composée d'**un membre par OSR**. Et, les membres de la commission peuvent être choisis parmi des **salariés** de l'entreprise **n'appartenant pas** au CSE.

Outre le président, la commission logement du CSEC de Bouygues Telecom est composée :

- d'un **relais logement** par pôle d'implantation géographique (à l'exception du PIG dont est issu le président) désigné par le CSEE, parmi ses membres élus, à la majorité des membres titulaires présents ;
- de **deux représentants** de l'employeur.

En cas d'égalité des voix lors de la désignation, le candidat en départage le plus âgé est désigné.

MISSIONS

Les missions de la commission sociale et logement de Mediapost sont **fixées** dans le **règlement intérieur** du CSE. Celui-ci précise également si c'est à cette commission que revient la gestion du fonds de secours décidé dans le cadre des négociations annuelles sur les salaires.

Comme celle de la Fnac, la commission d'information et d'aide au logement du CSEE de PSA Automobiles et celle du CSEC de PSA Retail **facilite le logement** et l'**accession** des **salariés** à la **propriété** et à la **location** des locaux d'habitation conformément aux articles L. 2315-51 et suivants du Code du travail. Ces dispositions législatives sont applicables en l'absence d'accord. Oracle fait de même en détaillant les missions. Elle facilite, prévoit l'accord, le logement et l'accession des salariés à la propriété et à la location des locaux d'habitation. À cet effet, elle :

- **recherche les possibilités d'offre de logements** correspondant aux besoins du personnel, en liaison avec les organismes habilités à collecter la participation des employeurs à l'effort de construction ;

– **informe les salariés** sur leurs **conditions d'accès à la propriété** ou à la **location** d'un **logement** et les assiste dans les démarches nécessaires pour l'obtention des aides financières auxquelles ils peuvent prétendre.

En liaison avec les organismes habilités à collecter la participation des employeurs à l'effort de construction, la commission de logement du CSEC de Bouygues Telecom est chargée :

- d'**informer** les collaborateurs des **conditions d'accès** au **dispositif** de participation des employeurs à l'effort de construction (accès à la propriété, location d'un logement et aides financières),

- d'**accompagner** les **collaborateurs** concernés à formuler leur demande.

Elle est également chargée du **suivi** des prestations rendues par les organismes précités.

Tout en listant les missions de la commission d'information et d'aide au logement, l'accord Micromania précise que « le CSE peut mandater cette commission pour tout sujet spécifique entrant dans son domaine de compétences ».

RÉUNIONS

Les modalités de fonctionnement de la commission sociale et logement de Mediapost sont fixées dans le règlement intérieur du CSE. Le règlement intérieur du CSE de la Fnac détermine, quant à lui, la périodicité des réunions de la commission.

La commission d'information et d'aide au logement d'Oracle se réunit une fois par an. Le **temps passé** par les membres titulaires ou par leurs suppléants aux **séances** de la commission est rémunéré comme **temps de travail** dans la **limite** de 20 heures par an. Il n'est pas déduit des heures de délégation dont bénéficient les membres titulaires du CSE.

Chez PSA Retail, la commission se réunit également **une fois par an**, préalablement à la réunion ordinaire du premier semestre du CSEC. Le temps passé en réunion ainsi que le temps de trajet entre le lieu habituel de travail et le lieu de réunion seront payés comme temps de travail effectif et ne s'imputeront pas sur le crédit d'heures de délégation.

La commission du CSEC de Bouygues Telecom se réunit **deux fois par an**. Les modalités spécifiques de fonctionnement sont définies par le règlement intérieur du CSEC. La commission de Canon se réunit deux fois pendant environ deux heures par an. Le temps passé en réunion est considéré comme du temps de travail effectif dans la limite de quatre heures par an.

MOYENS

Afin de favoriser l'étude des dossiers transmis à la commission sociale et logement, l'accord Mediapost lui accorde un **crédit global de 20 heures par an** à consacrer à ses réunions. Les membres de la commission de Micromania ne disposent **pas** de **crédit d'heures spécifiques**. Sauf délibération particulière de CSE pour mener un projet particulier, la commission ne dispose **pas** de **budget** particulier.

L'accord Fnac précise que les déplacements des membres de la commission du logement de la Fnac doivent se faire en conformité avec la politique voyage du groupe. Si le temps de trajet dépasse le temps normal de trajet entre le lieu de domicile et le lieu habituel de

travail, ce dépassement est considéré comme du temps de travail effectif. Le salarié a le choix entre le paiement de cette période ou une contrepartie en repos.

5 Des commissions ASC

MISE EN PLACE

Une commission **loisirs et culture** est mise en place au niveau du CSEC et des CSEE de Bouygues Telecom. Une commission des activités sociales et culturelles est institué dans chaque établissement de Naval Group. Elle peut être créée, prévoit l'accord de la Fnac, au sein du CSE dans les entreprises d'au moins 300 salariés, et au sein des CSER sur la société Relais Fnac, en fonction du choix réalisé par le CSE/CSER sur les modalités de gestion des ASC.

COMPOSITION

▣ Présidence

La commission ASC du CSE de Micromania est présidée par l'un de ses membres, celle de Naval Group par l'un des titulaires du CSE.

▣ Membres

La commission ASC de Micromania comprend **cinq membres** désignés par le CSE parmi ses membres. Les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus. En cas d'égalité des voix le candidat le plus âgé est élu. La commission de la Fnac est composée de **cinq membres** désignés par le CSE/CSER parmi ses membres titulaires et/ou suppléants, dont le trésorier du CSE/CSER et/ou trésorier adjoint par un vote à la majorité des membres présents.

La commission ASC de Canon est composée de **huit membres** dont au moins deux représentants par OSR, disposant ou non d'un mandat désignatif. La commission ASC de Naval Group est composée de **membres** du CSE (titulaires suppléants ou RS) et de **personnels** de l'établissement. Le CSEE s'efforcera de désigner une représentation garantissant un siège à chaque organisation syndicale représentative. Le nombre de membres de la commission varie entre quatre et huit selon l'établissement.

MISSIONS

Chez Canon, comme à la Fnac, par le biais de la commission ASC, le CSE assure ou **contrôle** la **gestion des activités sociales et culturelles** établies dans l'entreprise au profit des salariés ou de leurs familles ou participe à cette gestion. Les activités sociales et culturelles sont établies dans l'entreprise au bénéfice :

- des **salariés** ;
- des anciens salariés ;
- de leurs **familles** ;
- des stagiaires.

La commission de la Fnac est également chargée, ajoute l'accord, « de **suivre** et **contrôler** l'**utilisation des budgets ASC** dont la gestion a été **déléguée** aux **représentants de proximité** ».

La commission de Micromania est notamment chargée de **préparer** le **choix** du CSE et ses **délibérations** concer-

nant les ASC, notamment au titre des cadeaux de fin d'année, mais également de s'assurer du bon déploiement et du bon suivi des décisions prises par le CSE en matière d'ASC, en lien notamment avec le bureau du CSE. Le CSE peut mandater cette commission pour tout sujet spécifique entrant dans son domaine de compétences.

La commission « activités sociales et culturelles » d'Air France est chargée de définir et préciser les modalités d'organisation de la gestion des ACS au sein de chaque établissement.

RÉUNIONS

La commission ASC de Canon se réunit quatre fois par an. Le temps passé en réunion de la commission est considéré comme du temps de travail effectif dans la limite de quatre réunions annuelles d'une demi-journée chacune. Les frais de déplacement des membres de la commission pour assister à ces quatre réunions sont pris en charge par l'entreprise.

La commission de la Fnac se réunit **tous les quatre mois**. Le temps passé en réunion est payé comme temps de travail effectif et ne s'impute pas sur le crédit d'heures de délégation.

La commission loisirs et culture des CSEE de Bouygues Telecom se réunit entre six et 12 fois par an. La commission centrale se réunit 12 fois par an. Les modalités spécifiques de fonctionnement sont fixées par le règlement intérieur de chaque CSEE et le CSEC.

MOYENS

Les membres de la commission ASC de Canon disposent du crédit d'heures prévu à l'article R. 2314-1 du Code du travail, c'est-à-dire celui prévu pour les membres du CSE. Chez Micromania, chacun des membres de la commission ASC bénéficie d'un crédit mensuel de **quatre heures** de délégation **par mois** pour l'exercice de ses missions. Ces heures ne sont **pas mutualisables** entre les membres de la commission et ne peuvent **pas** faire l'objet d'un **report**. La commission ASC dispose d'un budget dédié de **5 000 € par an maximum**, pris sur le budget de fonctionnement du CSE. L'utilisation de ce budget est décidée à la majorité des membres de la commission. Il est précisé que ce budget doit être utilisé pour assurer les missions de fonctionnement de la commission ASC et non dans le cadre des activités sociales et culturelles du CSE en elles-mêmes. Sur ce dernier point, et par application de l'article L. 2312-81 du Code du travail, les parties ont convenu de fixer le montant annuel de la contribution aux ASC à 0,2 % de la masse salariale brute de l'UES, entendue au sens de l'article L. 2312-83 du même code. La contribution de l'exercice N est calculée sur la base de la masse salariale brute calculée à la clôture de l'exercice N-1, puis corrigée le cas échéant selon la masse salariale brute enregistrée à la clôture de l'exercice N.

À la Fnac, les déplacements des membres de la commission doivent se faire en conformité avec la politique voyage du groupe. Si le temps de trajet dépasse le temps normal de trajet entre le lieu de domicile et le lieu habituel de travail, ce dépassement est considéré comme du temps de travail effectif. Le salarié a le choix entre le paiement de cette période ou une contrepartie en repos.

6 Commissions chargées des réclamations des salariés

COMMISSION EXPÉRIMENTALE

Naval Group a institué une commission des réclamations individuelles et collectives (CRIC) de manière **expérimentale** (pour la durée de la mandature) dans tous les établissements distincts. Un point sera fait fin 2019 avec les organisations syndicales signataires pour y apporter des adaptations éventuellement nécessaires. Un bilan sera réalisé au terme de la mandature au sein de chaque établissement, il sera présenté aux OSR. Au vu de ce bilan, l'existence de la CRIC et son fonctionnement tel qu'il est défini dans le présent accord pourront être pérennisés. À défaut, si la direction ou l'ensemble des organisations syndicales l'estiment nécessaire une nouvelle négociation s'engagera en central et le dispositif expérimental prendra fin sur cet établissement au terme des négociations.

► Composition

Le nombre de membres de la commission, de **quatre à huit**, est fonction de l'implantation du CSE. À la fin de chaque mandature du CSE, ces chiffres seront revus en fonction de l'évolution des effectifs.

Ses membres sont **désignés**, pour la durée de la mandature, par le **CSE** parmi ses membres (titulaires, suppléants ou RS pour au moins 50 % d'entre eux), par un vote des membres présents ou parmi les représentants de proximité. Ce vote se déroulera dans le cadre d'un scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste. Cette désignation est effectuée lors de la première réunion qui suit les élections.

Le CSE s'efforcera de désigner une représentation garantissant un siège à chaque organisation syndicale représentative et si possible parmi des titulaires. Elle est présidée par l'employeur ou son représentant.

► Missions

Cette commission examine les réclamations individuelles et collectives en matière de salaire, d'application du Code du travail et des autres dispositions légales concernant notamment la protection sociale ainsi que des conventions et accords applicables dans l'entreprise.

► Moyens

Les membres de la CRIC se voient attribuer un **crédit d'heures de deux heures par réunion** pour les préparer. Cette commission **se réunit tous les deux mois**. Les sujets sont portés à la connaissance de l'employeur au moins sept jours avant la réunion. Un compte-rendu reprenant les thèmes abordés en réunion et les informations apportées par la direction est établi par le président, et transmis par ses soins aux membres de la CRIC et aux membres du CSE dans les 15 jours suivant la réunion.

COMMISSION DE PROXIMITÉ ET DE PRÉVENTION

Micromania met en place une commission de proximité et de prévention notamment chargée de recueillir chaque mois les questions des collaborateurs sur le terrain, d'y répondre dans la mesure du possible ou de relayer ces questions, afin qu'une réponse soit apportée dans le cadre des réunions mensuelles du CSE.

► Composition

Cette commission comprend **sept membres désignés** par le **CSE** parmi les **salariés volontaires**. Ces derniers doivent, exiger l'accord, avoir au moins un an d'ancienneté au sein de l'UES, et communiquer sa candidature au président et/ou au secrétaire du CSE au moins sept jours calendaires avant la désignation des membres de la commission. Les candidats ayant obtenu le plus de voix sont élus. En cas d'égalité des voix le candidat le plus âgé est élu.

► Fonctionnement

Le président de la commission, l'un de ses membres désigné en son sein, organisera, par **conférence téléphonique**, un **point** entre les membres de la commission **avant chaque réunion mensuelle** du **CSE**. Il veillera à ce que ces réunions téléphoniques soient organisées sans porter préjudice au bon fonctionnement du magasin ou du service au sein duquel travaillent les membres de la commission. À défaut, ce point téléphonique sera organisé en dehors des heures de travail des collaborateurs concernés. Le temps passé au point téléphonique sera pris en charge par l'entreprise, dans la limite d'une heure par mois. Le temps de conférence téléphonique sera payé par l'entreprise, dans la limite d'une heure par mois, après communication par le président de la commission de la liste des membres de la commission ayant participé au point téléphonique. Ce crédit est mensuel et individuel et ne peut pas faire l'objet d'un report ou d'un transfert. Sauf délibération particulière du CSE pour mener un projet spécifique, la commission de prévention et de proximité ne dispose pas d'un budget particulier.

EN LIEU ET PLACE DES REPRÉSENTANTS DE PROXIMITÉ

L'AFP met en place une **commission** réclamations individuelles et collectives (RIC), **en lieu et place** de **représentants de proximité**. La commission est composée de membres du CSE, qui peuvent être des élus **titulaires ou suppléants**. Son secrétariat est assuré par le **secrétaire du CSE**. Sa mission : **recenser les réclamations**, individuelles ou collectives, **en amont** de la tenue d'une **réunion** ordinaire du **CSE**. Le secrétaire de la commission en fait une synthèse en lien avec les membres de la commission et la transmet à la direction deux jours ouvrables avant la réunion de fixation de l'ordre du jour. Les questions d'ordre rédactionnel sont transmises dans les mêmes conditions. Lors de la réunion de fixation de l'ordre du jour du CSE, le président et le secrétaire du CSE décident du mode de traitement des RIC en inscrivant dans l'ordre du jour les réclamations d'ordre collectif et en annexant à celui-ci les réclamations individuelles et les questions rédactionnelles.

COMMISSION ABORDANT LES RÉCLAMATIONS NON RÉSOLUES PAR LES RP

L'Établissement français du sang met également en place une commission **réclamations individuelles et collectives** (CRIC) dans les établissements d'au moins 300 salariés. Présidée par le DRH de l'établissement, cette commission se compose de sept membres, désignés par le CSE parmi ses membres :

- dont au moins un représentant appartenant à la catégorie cadre et le président du CSE ;
- dont le secrétaire du CSE, membre de droit de la CRIC.

Les **membres** de la commission recueillent par délégation du CSE les **réclamations** individuelles et collectives **communiquées par les représentants de proximité**. La commission aborde les problématiques qui n'ont pas trouvé de solution avec les représentants de proximité sur le site/regroupement de sites ou qui sont susceptibles d'intéresser les autres sites. Le DRH de l'établissement a délégation de pouvoir pour présider les réunions de la CRIC et répondre aux revendications individuelles et collectives. L'ordre du jour de chaque réunion est défini conjointement par le président et le secrétaire du CSE, en fonction du ou des points définis comme non solutionnés au niveau local. Le temps passé en réunion sur convocation de l'employeur ainsi que le temps de trajet entre le lieu habituel de travail et le lieu de réunion sont considérés comme du temps de travail effectif et ne s'imputent pas sur le crédit d'heures de délégation des membres de la commission RIC. Elle se réunit quatre fois par an sur convocation du président de l'instance.

7 Autres commissions

COMMISSION DE LIAISON DE REPRÉSENTANTS DE PROXIMITÉ

Au sein du CSE du GIE PMU, une commission de liaison de représentants de proximité est mise en place.

Elle est **composée de l'ensemble des représentants de proximité (RP)**, de **quatre membres titulaires du CSE**, désignés par lui, et de **trois représentants de l'employeur**. La commission **se réunit une fois par an** sur convocation de l'employeur et a pour objet d'échanger sur le fonctionnement des RP, et les thèmes principaux abordés localement. Pour 2018, cette réunion est fixée au cours du dernier trimestre 2018.

COMMISSION D'APPLICATION DES TEXTES

L'accord Maif prévoit la mise en place d'une commission d'application des textes composée de 15 membres du CSE, dont au moins un représentant du collège cadre, désignés par le CSE parmi ses titulaires ou suppléants. Là encore, afin de favoriser la synergie et la transmission des informations avec le CSE, cette commission comprendra au moins deux élus titulaires au CSE.

Cette commission **présentera à l'employeur les réclamations** individuelles et collectives. Ses membres peuvent s'organiser selon un modèle qui permette d'assurer une communication efficace et pertinente avec les représentants de proximité. Ils pourront, par exemple, nommer en leur sein un référent pour chacune des régions ou un référent par organisation syndicale. Cette commission agira, sur délégation du CSE, et se réunira au moins six fois par an.

POUR EN SAVOIR PLUS SUR LES ACCORDS CITÉS

- Accord AFP du 6 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17642 du 3 septembre 2018
- Accord Air France du 12 novembre 2018 : v. l'actualité n° 17697 du 21 novembre 2018
- Accord AXA France du 14 juin 2018 : v. l'actualité n° 17598 du 26 juin 2018
- Accord Bouygues Telecom du 27 mars 2018 : v. l'actualité n° 17580 du 31 mai 2018
- Accord Canon du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17600 du 28 juin 2018
- Accord Établissement français du sang du 31 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17653 du 18 septembre 2018
- Accord Fnac du 18 septembre 2018 : v. l'actualité n° 17656 du 21 septembre 2018
- Accord Framatome du 27 septembre 2018 : v. l'actualité n° 17690 du 12 novembre 2018
- Accord France Télévisions : v. l'actualité n° 17592 du 18 juin 2018
- Accord Girard Agediss du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17610 du 12 juillet 2018
- Accord IBM du 8 juin 2018 : v. l'actualité n° 17632 du 17 août 2018
- Accord Maif du 30 avril 2018 : v. l'actualité n° 17583 du 5 juin 2018
- Accord Mediapost du 26 avril 2018 : v. l'actualité n° 17637 du 27 août 2018
- Accord Micromania du 12 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17655 du 20 septembre 2018
- Accord Mutex du 21 février 2018 : v. l'actualité n° 17568 du 14 mai 2018
- Accord Naval Group du 4 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17618 du 24 juillet 2018
- Accord Norauto du 24 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17639 du 29 août 2018
- Accord Oracle du 13 février 2018 : v. l'actualité n° 17574 du 23 mai 2018
- Accord Orano Cycle du 10 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17677 du 22 octobre 2018
- Accord PMU du 1^{er} avril 2018 : v. l'actualité n° 17561 du 27 avril 2018
- Accord PSA Automobiles du 13 avril 2018 : v. l'actualité n° 17567 du 9 mai 2018
- Accord PSA Retail du 9 mars 2018 : v. l'actualité n° 17531 du 15 mars 2018
- Accord Renault du 17 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17620 du 26 juillet 2018
- Accord Smurfit Kappa France du 26 octobre 2018 : v. l'actualité n° 17736 du 18 janvier 2019
- Accord Total du 13 juillet 2018 : v. l'actualité n° 17616 du 20 juillet 2018